

600 € de plus en 2017
si tout va bien :
Le cadeau bonus
de la direction

l'étincelle

Après les faux espions,
la fausse baisse du
salaire de Ghosn

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 13 septembre 2016

Campagne des Primaires à droite comme au PS :

La mascarade des démagogues

À droite comme au PS, c'est le défilé des aspirants candidats à l'élection présidentielle. Sarkozy et Hollande ont tellement dégoûté la population que tous leurs seconds couteaux se disent qu'ils ont une chance. Mais ce qu'ils ont à proposer n'est pas bien différent : austérité et suppressions d'emplois pour les travailleurs, allègements d'impôt pour le patronat. Quand ils cherchent à se distinguer, c'est en allant toujours plus loin vers les idées nauséabondes du Front national, en déployant un discours anti-immigrés qui ne vise qu'à diviser les travailleurs.

Ne nous laissons pas diviser

Les premiers à subir la surenchère démagogique des futurs candidats sont les migrants. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est rendu à Calais la semaine dernière pour annoncer le démantèlement à venir de la « jungle ».

Si les conditions de vie dans le camp s'aggravent de jour en jour, c'est d'abord du fait du harcèlement de la police. Le démantèlement du camp de Calais n'aurait pour seul résultat que de constituer un autre camp ailleurs, plus précaire encore. Comme à Paris, où les opérations policières se sont multipliées contre des campements ces derniers mois, sans que les migrants délogés n'aient de solution d'hébergement.

Le mur de la honte

Les autorités ont confirmé la construction d'un mur de 4 mètres de haut le long de la rocade d'accès au port de Calais, pour empêcher les migrants de rejoindre l'Angleterre. Ce n'est pas un mur, aussi haut soit-il, qui fera perdre espoir à tous ceux qui cherchent refuge en Europe.

25 ans après la chute du mur de Berlin, le monde n'a jamais connu autant de murs !

Ce monde tourne vraiment à l'envers. Nos dirigeants multiplient les guerres, soutiennent des dictateurs à travers le monde et provoquent la misère aux quatre coins de la planète. Mais ceux qui tentent de fuir ces situations se retrouvent accusés et pourchassés. La politique de l'Europe des barbelés,

de fermeture de frontières et de répression policière, fait des milliers de morts chaque année. Les criminels, ce sont nos gouvernants.

Comment faire entendre le monde du travail ?

À la fête de *l'Humanité*, le PCF a prétendu œuvrer pour l'unité à la gauche du PS en réunissant les Montebourg, Hamon, Duflot et autre Mélenchon. Tous d'anciens ministres, qui se sont affichés contre la loi Travail mais en avaient accepté bien d'autres lorsqu'ils étaient au gouvernement. Chacun écoutant son ambition, pas sûr qu'ils parviennent à une candidature commune. Mais quelles que soient leurs tractations, ils n'offrent aucune perspective de mobilisation pour le monde du travail.

Ces intérêts des travailleurs, il faudra les défendre dans les usines, dans les entreprises, dans les services publics et dans la rue. C'est sur le terrain de la lutte des classes que les travailleurs se feront entendre.

La journée de mobilisation appelée par les syndicats le 15 septembre sera une occasion de réaffirmer que, si la loi Travail a été adoptée au parlement, elle est toujours rejetée par la population.

Cette mobilisation, il faudra la poursuivre, contre la loi Travail, mais aussi contre les nouveaux plans de licenciements, comme à Alstom et SFR, contre les plans de compétitivité et toutes ces attaques annoncées. Le patronat, lui, n'attend pas 2017 pour mener sa lutte de classe, alors à notre tour de mener la nôtre !

**Tous à la manifestation contre la loi Travail
Jeudi 15 septembre à 14 h, place de la Bastille à Paris**

Le bon moment, c'est maintenant

Plusieurs syndicats appellent à faire grève et à manifester jeudi 15 septembre pour l'abrogation de la loi travail. Ce sera aussi l'occasion de se mobiliser en vue du nouvel accord compétitivité Renault, dont les négociations commencent le 22 septembre.

Prestas-sés comme des sardines

Les embauches sont insuffisantes vu la charge de travail et le nombre de départs. Du coup, le nombre de prestataires s'envole : plus de 3300 prestas étaient présents en juin au TCR ! Un énième plan d'implantation prévoit 980 postes de travail pour les prestataires du Technocentre. Même en retranchant des 3300, les salariés du ménage, des cantines ou de la maintenance, on est très loin du compte !

Les prestataires qui s'entassent sur des coins de bureau, dans des salles de réunion ou avec des badges visiteurs ne sont pas prêts de disparaître.

Petit bonus mais grand malus

Au 1^{er} semestre 2016, le chiffre d'affaire de Renault a grimpé de 13 %, la Marge Opérationnelle de 40 % et le bénéfice net de 7 % par rapport à 2015. La direction a annoncé un bonus de 1000 € en 2017 si ces bons résultats se confirmaient au second semestre, contre 400 € en 2016.

600 € de plus, ce n'est pas le Pérou. Et pas question de remettre les AGS. Les caisses sont pleines, mais l'heure est toujours à la « modération salariale ».

Le coup de la baisse

Suite à l'avis négatif des actionnaires en avril sur le salaire de Ghosn, le Conseil d'Administration de Renault a annoncé que sa part variable passera de 150 à 120 % de sa part fixe l'an prochain. Mais en cas de « *super-performance* », elle pourra grimper à 180 % ! Annoncer une baisse de salaire pour mieux l'augmenter : ni vu ni connu, je t'embrouille !

Annoncé 2 fois mais pas doublé

L'annonce avait été faite aux NAO de février comme une des mesures salariales 2016 : l'abondement de Renault aux jours versés dans le PERCO passera de 25 à 30 %. Une annonce renouvelée par la direction à la rentrée. Tout ce bruit pour 5 % de plus. En fait, la mesure n'est effective qu'au 1^{er} septembre : ceux qui avaient cru que c'était déjà le cas ont de bonnes raisons de se sentir floués.

Pokémeeting go !

Il va être possible de réserver une salle déjà prise sur meeting si celle-ci n'est pas occupée passé un délai de 30 min. La direction lance la chasse aux salles de réunion, mais cela ne changera rien à leur pénurie. Attraper une salle sur son PC ou son smartphone risque d'être le nouveau jeu à la mode. Ça promet !

Pour nos droits : on ne lâche rien

Les Prud'hommes ont rejeté la plainte du prestataire viré du Technocentre par Renault en mars dernier pour avoir envoyé un mail aux syndicats. Sa société l'avait ensuite licencié pour une vidéo postée sur internet qui dénonçait Renault et sa conception de la liberté d'expression. Le tribunal lui reproche d'avoir utilisé l'intranet Renault pour obtenir les mails des syndicats. Ça mérite une nouvelle vidéo !

Une optimisation chère à Renault

Des salariés du Technocentre sont régulièrement démarchés par des sociétés extérieures afin d'« optimiser » leurs impôts. Ces sociétés disposent des numéros de téléphone professionnel, et proposent même des rendez-vous individuels au TCR !

Ce démarchage sous les bons offices de la direction est censé être parfaitement légal. Dans le cadre d'un partenariat entre Renault et les Iles Caïman ?

Un CE (pas) pour tous

Le Comité d'Établissement vient d'arrêter de subventionner les retraités : une « *mesure d'économie* ». Les dirigeants du CE croient peut-être qu'ils gagnent plus que les actifs. A moins que ce ne soit parce qu'ils ne votent plus aux élections CE. Des retraités ont lancé une pétition sur mesopinions.com. Ça s'appelle ne pas battre en retraite !

Le diesel ou l'essence du capitalisme

La direction a laissé fuiter dans la presse des propos de Bolloré : le Directeur délégué à la compétitivité de Renault s'interrogerait sur le maintien du diesel sur les segments B et C. En cause : la hausse des coûts pour respecter les normes, et la tendance à la baisse des ventes de véhicules diesel. Bref : le diesel ne serait bientôt plus suffisamment rentable.

Ce n'est ni l'impact sur la santé, l'environnement ou l'emploi qui dictent les choix des dirigeants de Renault, mais les profits. Qu'importe la casse.

Et 1, et 2, et 3 condamnations !

Après avoir perdu aux Prud'hommes puis en appel, Renault a été condamné définitivement par la Cour de Cassation qui a confirmé les jugements précédents sur les débits abusifs du CEF (Compte Epargne Formation). Une victoire pour les 16 salariés de Cléon qui avaient porté plainte et qui se sont vus re-créditer leurs compteurs !

FVM en grève

Les 230 salariés de FVM Technologie (Meurthe-et-Moselle) sont en grève illimitée depuis hier. La fonderie, qui travaille exclusivement pour Renault, est en redressement judiciaire. Et Renault refuse de s'engager sur de nouvelles commandes. Encore un équipementier qui risque de couler pour que Renault augmente ses marges. Ça commence à déborder !